

STOP À LA RÉGRESSION SOCIALE

Les réformes ultralibérales s'amplifient en France. Le Gouvernement et sa majorité parlementaire s'enferment dans une remise en cause profonde de notre modèle de société. Leur but est d'instaurer par la force une société toujours plus injuste, toujours plus inégalitaire parce qu'uniquement tournée vers l'enrichissement des plus riches, vers la satisfaction du grand Patronat et du Medef ! Il s'agit d'une importante régression sociale.

Les salariés, les privés d'emploi, les retraités, les jeunes sont constamment mis en opposition, traités avec un mépris sans précédent !

Non, les retraités ne sont pas des nantis, les fonctionnaires des privilégiés, les personnes mises au chômage des assistés !

Cela évite de parler du fond : la nécessité d'une répartition plus juste des richesses créées par le travail.

Ces dernières semaines, des initiatives d'actions avec des grèves et manifestations ont été organisées dans plusieurs secteurs professionnels et territoires :

- Les retraités et les salariés des EHPAD se sont mobilisés dans l'unité le 15 mars dernier. Ils étaient des milliers dans les rues. Les uns aspirent, à juste titre, à des niveaux de pensions leur permettant de vivre dignement, et les autres à travailler dans des conditions décentes.
- Le 22 mars, les salariés de la fonction publique, des entreprises privées et publiques, les cheminots, étaient en arrêt de travail et en manifestation dans tout le pays.
- Le 30 mars, les salariés de Carrefour se sont mobilisés contre le

démantèlement du Groupe orchestré pour répondre aux seules exigences de rentabilité des principaux actionnaires.

- Depuis le 3 avril, une mobilisation massive des cheminots est engagée pour un Service Public ferroviaire de qualité servant l'intérêt général des usagers.
- La contestation de la réforme instituant une sélection à l'entrée à l'université prend de l'ampleur.

Toutes ces actions montrent que les salariés, les retraités, les jeunes ne s'en laissent pas conter. Ils exigent une autre action politique du Gouvernement.

À BNP PARIBAS, les restructurations/réorganisations/délocalisations s'enchaînent, qui suppriment des emplois et dégradent nos conditions de travail, avec pour seule priorité de réduire les coûts au profit de la rémunération des actionnaires. Dans la plupart des grandes entreprises privées, la réalité est similaire à ce que nous vivons. Les salariés ont donc toutes les raisons de se joindre à ce mouvement.

Le 19 avril, disons STOP à cette politique de régression sans précédent. La CGT BNP PARIBAS vous invite à vous mettre en grève et à rejoindre la forte mobilisation unitaire en cours pour construire un rapport de force en faveur du monde de travail et mettre un terme à ces politiques de destruction sociale.

JEUDI 19 AVRIL

**UNIS ET DÉTERMINÉS
TOUS EN GRÈVE
ET DANS
LES MANIFESTATIONS**

La carte des manifestations sera disponible sur notre site internet :

www.cgt-bnpparibas.fr

